

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Samedi 28 octobre 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI -

0,50 F

EDITORIAL

Baisse du dollar : Encore des manipulations monétaires !

M. Carter président des Etats-Unis vient d'annoncer des mesures anti-inflationnistes. Ces mesures consistent à limiter les hausses de salaires à 8% et les prix à 5,5 %. Il a aussi annoncé que l'administration sanctionnerait les entreprises qui ne respecteraient pas son plan. Il s'agirait alors de leur enlever les commandes de l'état.

Il n'en a pas fallu plus pour que les milieux d'affaire réagissent défavorablement. En effet le marché des changes enregistre depuis plusieurs jours une baisse du dollar. Les cours les plus bas depuis 75 ont été atteints.

Les milieux financiers font mine de prendre très au sérieux le plan Carter allant jusqu'à affirmer "qu'il ne s'attaque pas à la racine du mal" !

Comme si Carter pouvait s'en prendre à son propre système !

Ces milieux d'affaires, banquiers et industriels des USA veulent tout simplement faire des affaires tranquillement. Ils ne tiennent pas que même le plan le plus timide vienne entraver leur bel appétit d'aujourd'hui.

L'administration Carter voit peut-être les choses d'un œil différent.

Les intérêts de l'ensemble des capitalistes peut effectivement exiger certaines mesures de contrôle de l'administration. Mais on a vu en France quelle valeur avait cette politique. Barre a du revenir assez vite à la liberté des prix complète réclamée par les patrons. Aux USA il en va de même. Pour quoi les patrons accepteraient-ils de se gêner alors que l'état est là pour faire porter sur la population les effets de la crise actuelle !

La baisse du dollar témoigne certes des réactions défavorables des capitalistes américains devant les mesures de Carter aussi dérisoires qu'elles soient. Mais il est sûr que ces baisses périodiques du dollar arrangent de toute façon les affaires de la bourgeoisie américaine. Celle-ci veut concurrencer les produits européens et japonais sur le marché mondial. Un bon moyen d'éliminer quelques adversaires sur le marché c'est bien sûr la baisse de sa propre monnaie. Car cela redonne de la vigueur au commerce américain.

Mais il faut remarquer que ces manipulations monétaires ne se déroulent

(SUITE PAGE 2)

MARTINIQUE

LA COMPAGNIE FRUITIÈRE DECIDÉE A S'IMPLANTER !

L'affaire de la Compagnie Fruitière continue à faire des vagues, et il ne se passe guère de jours où l'on ne parle de production bananière, de quota ou de lutte entre Compagnie Fruitière et SICABAM. La dernière nouvelle en date est celle de l'installation de la Compagnie Fruitière en Martinique. Cette Compagnie y aurait même acheté des terres pour planter de la banane.

Cette nouvelle montre que la Compagnie Fruitière est bien décidée à s'implanter aux Antilles, et que son but est de contrôler le marché de la banane. On comprend aisément pourquoi les dirigeants de la SICABAM ont réagi aussi vivement contre cette implantation : sachant comment eux-mêmes traitent les petits plan-

teurs, ils se rendent bien compte que ce requin plus gros qu'eux peut leur faire subir le même sort. Il se peut aussi fort bien que les uns et les autres finissent par s'entendre, au détriment des petits planteurs.

En tous cas, cette lutte pour le contrôle de la banane aux Antilles montre que cette activité n'est pas aussi peu rentable qu'on veut bien nous le faire croire : car la charité n'est pas le principe qui guide les activités ni de la Compagnie Fruitière, ni de la SICABAM.

o - o - o

GUADELOUPE

ENSEIGNEMENT BOYCOTT DU CONCOURS INTERNE !

Le mercredi 25 Octobre devait avoir lieu le concours interne de recrutement à l'Ecole Normale réservé aux suppléants éventuels.

Faisant suite au décret du 25 août 1978., ce concours était organisé pour la première fois, et intéressait environ 223 suppléants-éventuels en Guadeloupe. Parmi ceux-ci il y en a qui sont titulaires du CAP, c'est-à-dire reconnus aptes à enseigner par un conseiller pédagogique et un inspecteur. En outre le nombre de postes au concours étant dérisoire, ce dernier dans le contexte de la Guadeloupe ne pouvait qu'entraîner l'éviction de l'éducation d'un nombre élevé d'enseignants ayant parfois plusieurs années de travail.

Pour toutes ces raisons donc, l'ensemble des syndicats concernés par le premier cycle appelèrent à boycotter le concours interne.

C'est ainsi qu'ils se retrouvèrent tous mercredi matin devant l'école de l'Assainissement où devait se faire ce concours et invitèrent les candidats à ne pas concourir. A cela les candidats répondirent tous positivement. Et le concours n'eut pas lieu. A l'issue de ce boycott, une motion fut remise au Vice-

Rectorat et à la presse parlée et écrite. Dans la matinée même le Vice-Recteur devait informer une délégation venue lui remettre la motion qu'un télex ministériel lui demandait d'inscrire tous les suppléants-éventuels sur la liste des remplaçants.

Certes le télex a précédé l'action de mercredi, mais gageons que le mécontentement grandissant des enseignants y a certainement contribué.

ACHETEZ ET LISEZ
LE MENSUEL :
COMBAT OUVRIER !

J. BIBRAC

Directeur de publication : [REDACTED]
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

8^{ème} supplément au mensuel

N°91

MARTINIQUE LA FACE CACHÉE D'UN "DÉMOCRATE"

Le conseil municipal de la commune de Saint-Pierre, sur l'initiative du maire Jean Maurice, a pris à l'encontre d'une employée la sanction de 5 jours de mise à pied. Il faut savoir que toute la gravité de la faute qui vaut à cette employée une telle sanction est d'avoir osé prendre son casse-croûte pendant les heures de travail.

Ainsi de tels actes révèlent bien le caractère trompeur des hommes tels Maurice qui, lors des dernières élections, s'opposa à Pierre-Charles sous couvert d'un langage de gauche.

Jean Maurice ne se révèle maintenant qu'un apprenti réactionnaire de plus qui ne rêve que d'une chose : mettre au pas les travailleurs. Mais cette fois, pour avoir mal estimé la situation, sa sanction n'est pas restée sans riposte. Un préavis de grève de l'ensemble du personnel est lancé pour lundi 30 et ses termes sont clairs :

- grève non limitée du personnel jusqu'à la levée de la sanction.

Maurice aura tout de même les vacances de la Toussaint pour y réfléchir.

Ce sont quelque 150 personnes, essentiellement des lycéens, qui se sont retrouvées le mercredi 25 au Théâtre Municipal au meeting organisé par les comités de lutte des lycéens et des LEP.

Ce meeting avait pour but de tirer un bilan de près de deux semaines de mobilisation des élèves dans les différents établissements.

Tour à tour des représentants des lycées Schoelcher, Mixte, Technique et du lycée de Trinité, puis des LEP de Batelière, de Dillon et du Lamentin (celui-ci est toujours en grève), prirent la parole et expliquèrent sur quel point s'était engagée leur lutte et quelles revendications avaient été satisfaites dans leurs établissements respectifs.

Puis des représentants des étudiants, des professeurs, et des parents d'élèves apportèrent leur soutien aux lycéens et exposèrent leurs problèmes particuliers montrant bien par là que c'est tout le milieu de l'enseignement qui est touché par la politique du gouvernement soutenue par le méprisant Doumenge.

De tout cela, il ressort que si la

grève des lycéens leur a permis d'obtenir partiellement satisfaction sur quelques points mineurs, il n'en reste pas moins que l'attitude de Doumenge n'a pas changé. Il parade toujours et défie de son arrogance l'ensemble des élèves et des enseignants.

C'est pour cette raison que les lycéens ont annoncé que s'ils arrêtaient momentanément leur mouvement, les vrais problèmes demeureraient cependant, et avec eux les raisons d'une nouvelle mobilisation dans l'avenir.

BIENTÔT LE
Gala de
COMBAT OUVRIER
EN MARTINIQUE
AMIS, SYMPATHISANTS, RECLAMEZ
VOS CARTES DES MAINTENANT !

IRAN : la colère gronde encore

Après avoir fait sauvagement réprimer la population avec l'espoir d'arrêter la vague de mécontentement qui déferle en s'amplifiant dans le pays, depuis le début de l'année, le Shah d'Iran multiplie maintenant quelques gestes dérisoires de "libéralisation" et "d'apaisement". C'est ainsi que récemment, quelques centaines de personnalités politiques de l'opposition emprisonnées ont été libérées ; certains ministres ont été remplacés, enfin d'autres gestes démagogiques qui montrent tous à quel point le dictateur est en train de perdre le contrôle de la situation. Car la puissante armée iranienne bien équipée par l'impérialisme américain, et jusque-là principale garante du despotisme ne suffit plus à imposer un régime sanguinaire que toute la population vomit. L'impérialisme américain, qui avait lui-même mis en place le dictateur à la faveur d'un coup d'état en 1953, est toujours prêt à voler au secours de son protégé. Mais cela ne suffit

pas à faire reculer la population en colère. C'est pourquoi les jours du pouvoir dirigé par le Shah sont comptés.

En effet, grèves et manifestations se succèdent à un rythme accéléré. Car si au début la contestation ne touchait essentiellement que les couches petites-bourgeoises, depuis quelques semaines c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui s'est mise en lutte pour réclamer des augmentations de salaire allant jusqu'à 50%, pour crier sa haine de la dictature et exiger le départ du Shah.

Le mécontentement est grand. La population a déjà payé de plusieurs milliers de victimes la lutte qu'elle est en train de mener. La participation des travailleurs est déterminante, mais celle-ci reste à la remorque de certains courants d'opposition petits-bourgeois souvent dirigés par des leaders de sectes religieuses.

L'un d'entre eux, l'Ayatollah Khomeiny, quoiqu'exilé en France semble bénéficier

dans le pays d'une influence prépondérante.

Certains de ces courants sont plus radicaux que d'autres, mais quelles que soient les divergences qui existent entre eux, s'il y a une chose qui les rapproche c'est bien la peur qu'ils éprouvent de la classe ouvrière. Jusqu'à présent celle-ci n'a pas pu se donner l'instrument politique indispensable qui lui permettrait de se frayer un chemin vers le pouvoir. Cependant, rien ne prouve que cet objectif lui est hors de portée.

C'est d'ailleurs la seule solution qui lui reste si elle ne veut pas que sa lutte aboutisse au remplacement d'un dictateur par un autre.

EDITORIAL
(suite)

LA ROUTE DU RHUM : ON NOUS EN SAULERA !

Route du Rhum ! Le matraquage a commencé et gageons que pendant tout le mois de novembre nous y aurons droit.

Qu'une course marine se déroule ou aboutisse aux Antilles, à Pointe-à-Pitre, il n'y a rien là que de très banal. Il n'y aurait pas de quoi mobiliser le ban et l'arrière-ban des notables et des représentants de l'administration et du conseil général. Mais ici aux Antilles il en va tout autrement. C'est une colonie et chaque occasion est minutieusement exploitée par l'administration et toute une flopée de gens à son service ou qui défendent son point de vue. On entend déjà discours et explications sentencieuses destinés à démontrer que cette "Route du Rhum"

"est l'affaire de tous", qu'elle "fera du bien aux Antilles", qu'elle "fera connaître la Guadeloupe". Mais on ajoute aussitôt : "et puis c'est une course française qui part d'un port français pour arriver dans un autre port français..." Air connu ! "La France qui...", "cette population bien française que...", "Il n'y a plus à démontrer que c'est une terre française" etc...

Voilà comment on sollicite la voile pour la mettre au service d'une politique. Mais nous reviendrons sur le sujet, car le plus dur reste à entendre.

Il faudra aussi savoir combien coûte ce petit plaisir que s'offrent quelques privilégiés, français ou autres.

pas impunément. Car elles s'ajoutent aux incartades monétaires existant déjà "naturellement", pourrait-on dire.

Elles montrent aussi quelle valeur il faut accorder aux "plans" des gouvernements capitalistes. Car en réalité ceux qui sont maîtres de la conduite des affaires économiques sont bien les banquiers, industriels et financiers en tous genres, pour qui ces plans ne pèsent pas lourd face à leurs propres objectifs.

Cette société vit donc en permanence avec le risque d'une aggravation brutale de la crise monétaire qui plongerait des millions de travailleurs dans la misère la plus profonde partout dans le monde.

Les travailleurs s'ils ne veulent pas vivre cela peuvent mettre dès aujourd'hui tous ces requins du capitalisme hors d'état de nuire.